

"Egalité-cohésion" ou "égalité-individualisme"

Le Monde du 10 janvier 2002

Au temps de la mondialisation et de l'arrivée de l'euro, la multiplication des conflits "locaux" conduit à s'interroger sur le malaise des sociétés et sur leurs valeurs. En même temps, les campagnes électorales à venir laissent perplexe quant aux questions qui vont faire débat et donner lieu à un affrontement entre des positions claires et pleinement assumées. Il est deux hypothèses que l'on peut formuler pour expliquer cet état des choses. La première est que nos sociétés, étant devenues plus "intelligentes", s'en laissent moins facilement conter, qu'elles ont compris que les positions extrêmes, ou même trop tranchées, comportaient plus d'inconvénients que d'avantages, et que, tout compte fait, il était préférable de se replier sur des questions concrètes concernant la répartition des revenus entre catégories d'agents.

Combien pour les gendarmes et combien pour les policiers ? Combien pour les infirmières, les internes, les médecins de ville ? Combien pour les travailleurs de l'industrie du spectacle ("la diversité culturelle"), de la banque, et combien pour ceux de la justice ? Toute décision sur ces questions modifie la répartition des revenus entre catégories sociales. C'est donc bien elle qui est au cœur des revendications actuelles.

On pourrait rétorquer qu'il n'y a rien de nouveau dans ces exigences, et que toute décision politique intéressant tel ou tel secteur affecte la répartition des revenus. Il existe cependant une évolution subtile, peut-être indiscernable, car très progressive. Le vrai débat public concerne la proportion de ses ressources qu'une société veut consacrer aux services publics et autres institutions de la cohésion sociale : éducation, santé, justice, sécurité, protection sociale, culture, administration, etc. Compte tenu des modalités de leur mise en œuvre, on peut en déduire les rémunérations relatives des différentes catégories d'agents. La grande différence est alors que ces rémunérations sont inscrites dans le système de valeurs qui préside aux choix sociaux, et non dans le rapport de forces qui s'installe au gré des circonstances.

La seconde hypothèse est que, précisément parce que le système de valeur qui fonde nos sociétés devient de plus en plus flou, les revendications ne peuvent plus s'y référer et deviennent forcément catégorielles et/ou corporatistes.

Il ne sert à rien de le déplorer, car, de fait, les revendications n'ont pas d'autres espaces que celui-là pour se faire entendre. En l'absence d'une vision globale des choix qui orientent le futur, la référence ne peut être que de proximité.

Pourquoi le sort de celui qui m'est voisin est-il si différent du mien ? On glisse ainsi d'un principe "d'égalité-cohésion" - qui est au fondement même de la société - à un pseudo-principe "d'égalité-individualisme": pourquoi lui et pas moi ? Il est des plus complexe de départager les demandes légitimes et les autres, les corporatismes étant passés maîtres dans l'art d'invoquer l'intérêt général pour légitimer le leur propre. Les discours corporatistes, d'ailleurs, prétendent toujours servir l'intérêt général. On n'est pas obligé de les croire. Il n'y a dès lors plus de raisons pour que le flot des revendications catégorielles cesse. "Dans toutes les sociétés, l'individu type poursuit continuellement un but que le cadre standard ignore : l'augmentation de ce qu'il peut réclamer comme revenu d'après sa position actuelle et les normes de répartition. C'est la poursuite de ce but qui fait de l'individu un agent véritable du processus économique." Si l'on suit Nicholas Georgescu-Roegen, on comprend alors pourquoi l'effacement des normes de répartition accroît le poids des positions relatives des individus et des groupes, c'est-à-dire des corporatismes ou, pour dire les choses sans détour, des rentes.

Cet état de la société est le reflet de deux évolutions dont chacune consacre un repli sur le court terme. La conversion à un libéralisme mal pensé ou les exubérances du marché ne rencontrent que jugements intellectuels et regrets. Comment inciter à l'effort alors qu'il existe des potentialités de gains quasi illimités sans effort ? Que ces potentialités soient de fait plus théoriques que réelles ne change rien à l'affaire, parce qu'elles sont données en spectacle, qu'elles résonnent au travers de tous les médias. Et si, en effet, il est apparemment si facile, et si peu lié au mérite, de devenir riche, pourquoi pas moi ? De proche en proche, le même questionnement se généralise. Le paradoxe est que ce spectacle du marché est désincitatif au travail, alors même que le principal mérite reconnu au marché

est de fournir les incitations adéquates. Comment les professions qui exigent des études longues et difficiles peuvent-elles s'y retrouver : médecins, professeurs, chercheurs, juges, etc. ? Comment celles dont le quotidien est harassant - infirmières, policiers, gendarmes... - ne seraient-elles pas habitées par un sentiment d'injustice ? La seconde évolution est conséquence d'un certain renoncement du politique à tracer le chemin. Or la fonction centrale du politique est de montrer l'avenir, de mettre en scène le futur. Comment va évoluer le système de santé en notre pays ? Celui de l'éducation ? De la justice ?...

RUPTURE D'ÉGALITÉ

Quel principe va déterminer l'échelle des rémunérations ? Le marché ou le contrôle des prix associé au rationnement ? Faut-il s'accommoder d'une situation où, plus les tâches sont essentielles, moins elles sont rémunératrices, parce que leur financement public impose des restrictions ? Ou faut-il tout laisser faire au marché, privatiser ce qui peut l'être ? On perçoit bien ce que l'une ou l'autre de ces solutions comporterait d'inconvénients, la première parce qu'elle inciterait les plus compétents à se détourner de ces professions, ou à relâcher leurs efforts ; la seconde parce qu'elle conduirait d'une façon ou d'une autre à une rupture d'égalité... au nom de l'égalité des modes de rémunérations.

C'est faute de se prononcer sur ces questions ou de ne les régler que dans l'urgence que le principe d'égalité-individualisme" se substitue progressivement au principe d'égalité-cohésion. Car elles concernent le long terme et c'est la réforme de l'Etat qui en est l'enjeu. Mais on perçoit mieux pourquoi une telle réforme est si difficile. Il ne s'agit pas seulement, comme on a trop tendance à le penser, de rechercher les moyens techniques d'accroître l'efficacité des services publics et autres institutions de la cohésion sociale, tout en dénonçant les résistances au changement que l'on rencontre dans telle ou telle administration. Il s'agit surtout de préparer l'avenir, de mettre la réforme au service d'un projet, d'avoir une ambition qui ne soit pas seulement de gestion. Il faut donc en débattre sérieusement. Quel système éducatif voulons-nous, quel système de santé, de retraite, de sécurité, etc. et combien sommes nous disposés à payer pour les mettre en œuvre ?

Mettre en scène le futur, c'est exposer clairement les alternatives, en analyser les conséquences en termes de cohésion comme d'efficacité et demander aux populations de choisir. Autrement, le repli sur soi, les revendications de proximité et les décisions prises dans l'urgence finiront par rétrécir l'espace public comme une peau de chagrin.